



## Appel à articles pour le Corpus du n° 26 de *La NRT* à paraître au printemps 2025

---

# Le travail, espace du politique

Carlotta Benvegnù, Paul Bouffartigue, Saphia Doumenc et Baptiste Giraud  
Responsables du Corpus

👉 [Axe 1](#) – Les rapports politiques au travail

👉 [Axe 2](#) – Transformations des rapports sociaux au travail et recompositions du rapport au politique

👉 [Axe 3](#) – Le travail comme enjeu de luttes politiques

Les dimensions politiques du travail ont été au cœur des questionnements fondateurs de la sociologie du travail. Qu'il s'agisse d'examiner les situations et la division du travail, les formes de conscience sociale ou encore le syndicalisme comme mouvement social fondé sur l'antagonisme de classe, les sociologues ont longtemps fait du travail un lieu stratégique d'observation et de compréhension des dynamiques plus larges de reproduction et de transformation de l'ordre social et politique. Reflet, entre autres, du recul du paradigme marxiste, l'analyse des implications politiques du travail a perdu de sa centralité. Rares sont les travaux sociologiques qui se sont consacrés à cette question au cours des vingt dernières années (Sainsaulieu et Surdez, 2012). La science politique et la sociologie politique ont tout autant délaissé les enjeux politiques du travail, en ne les appréhendant le plus souvent que sous l'angle des effets de la position socioprofessionnelle comme indicateur des comportements électoraux. Seuls les travaux dédiés à l'analyse des enjeux et des effets des politiques des grèves ont pu faire exception (Mouriaux, 1985). Dans un contexte marqué par la fin des bastions ouvriers et la dépolitisation des stratégies syndicales, les cloisonnements du champ académique ont ainsi largement contribué à déconsidérer le domaine du travail en tant qu'espace politique.

Il serait pourtant erroné de réduire le monde du travail contemporain au seul prisme de son atomisation et de sa dépolitisation. Le travail demeure un espace de socialisations (professionnelles, militantes), d'interactions sociales (avec le patronat, l'État, les collègues, les usagers ou les clients), mais aussi de conflits, sources de politisation potentielle. Il continue d'opérer comme un espace de luttes, d'acquisition de schèmes de pensée et de compétences

qui structurent les processus de construction du rapport au politique. Ces dernières années, l'analyse des enjeux politiques du travail a pu être réinvestie à partir de différentes perspectives. La première se penche sur les enjeux liés à la démocratisation des espaces de travail, *via* l'étude des registres de la citoyenneté au travail (Allal et Yon, 2020 ; Yon, 2022), les dispositifs de la représentation du personnel (Bérout, 2013) ou la participation à des mobilisations collectives (Blavier, Haute, Pénissat, 2020). Nombre de travaux ont également souligné la manière dont le monde professionnel constitue un espace d'expression politique des appartenances de classes (Avril, 2014 ; Beaumont, Challier, Lejeune, 2018 ; Siblot, 2020). Dans une optique différente, un regain d'intérêt se manifeste pour les effets du travail sur le vote, que ce soit en mettant en évidence les répercussions de l'absence d'autonomie au travail (Coutrot, 2018) ou de la précarité dans l'emploi (Haute, 2022) sur la propension à l'abstention, ou bien sur la manière dont les expériences de travail et les sociabilités professionnelles structurent les préférences électorales (Collectif Focale, 2022 ; Achin, Aldrin, Baloge, 2023, Turner et al., 2020 ; Ryan, Turner, 2021).

Dans le prolongement de ce renouveau d'intérêt pour la manière dont se recomposent les processus de (dé)politisation dans les espaces du travail, cet appel sollicite des contributions portant une attention plus spécifique sur les processus de (dé)politisation des enjeux du travail et des rapports sociaux de classe, de race et de genre qui s'y jouent. Ces questions ont été le plus souvent appréhendées sous l'angle des effets de politisation produits par les mobilisations et l'engagement syndical. Dans un contexte d'érosion de l'adhésion syndicale, l'ambition de cet appel est de recentrer l'attention sur les effets et les enjeux politiques des situations plus ordinaires de travail, à partir de l'articulation de trois grands axes de questionnements.

## **1- Les rapports politiques au travail**

Dans un contexte socio-politique caractérisé par des transformations considérables du rapport des citoyens au champ politique (hausse de l'abstention électorale, effondrement de l'adhésion partisane, réalignement des clivages électoraux, etc.), il s'agit ici d'interroger la manière dont les modes de socialisation politique hors travail des salariés structurent et, potentiellement, reconfigurent leur rapport au travail. Comment, par exemple, la transformation du rapport au politique d'un groupe professionnel, comme celui des enseignants (Lefebvre et Sawicki, 2019), se traduit-il dans le rapport de ses membres à leur travail ?

Les processus de (dé)politisation du rapport au travail sont cependant loin d'être uniformes, et nécessitent d'être interrogés en fonction de la variété des configurations professionnelles, certaines plus propices que d'autres à la reproduction d'un rapport politique au travail. De même, le rapport au travail et au politique ne se reconfigure pas nécessairement de façon homogène au sein d'un même groupe professionnel. Si les logiques de recrutement professionnel peuvent se fonder sur des bases d'affinités sociales et politiques et l'espace de travail opérer comme un espace d'unification des préférences politiques, le rapport au politique peut cependant aussi agir comme une ligne de rupture dans les collectifs de travail (Pudal, 2011). Comment ces clivages politiques peuvent-ils devenir des motifs de tensions dans le rapport au travail ou venir redoubler des divisions professionnelles et hiérarchiques ? Ces clivages politiques au travail ne sont-ils pas une clé de compréhension des stratégies

d'évitement du politique (Eliasoph, 2010) au travail et de la dépolitisation d'une partie de ses espaces ?

## **2 – Transformations des rapports sociaux au travail et recompositions du rapport au politique**

Un second axe de questionnement concerne les implications politiques des transformations du travail, en particulier des rapports de classe qui s'y jouent. On pourra d'abord s'interroger sur les effets politiques de la transformation des modalités de la domination patronale dans un contexte caractérisé par l'emprise d'un capitalisme financiarisé et mondialisé, par le morcellement du tissu productif (filialisation, entreprises réseau, etc.) et par des modèles d'organisation du travail de plus en plus contraint. Dans quelle mesure ces nouvelles formes de despotisme de marché (Burawoy, 1985) sont-elles de nature à alimenter les processus de démobilisation et d'apathie politiques parmi les salariés qui les subissent ? À quel point la corrélation entre faible autonomie au travail, absentéisme et vote autoritaire se vérifie-t-elle (Coutrot, 2018) ? À l'inverse, quelles traductions politiques peuvent avoir les formes de « citoyenneté » au travail quand les organisations productives les rendent possibles ?

Au-delà des recompositions des modalités de la domination patronale, il reste également à interroger les effets politiques des interactions et des conflits de classe au travail dans la pluralité de leurs dimensions. Du point de vue d'abord des logiques de division sexuée et racisée de l'organisation du travail. Du point de vue ensuite du nombre croissant de salariés qui travaillent au contact d'un public, dans un contexte de tertiarisation de l'économie. La confrontation de salariés, eux-mêmes déstabilisés dans leurs conditions d'emploi et de rémunération, à des publics en situation de précarité, contribuent-elles nécessairement à des formes de triangulation des consciences sociales propices au vote frontiste (Siblot, 2020) ? Le travail au service de grandes fortunes favorise-t-il quant à lui nécessairement l'adoption d'attitudes conservatrices (Beaumont, 2018) ? La présence syndicale dans ces collectifs de travail est-elle encore de nature à agir comme un rempart contre la progression du vote frontiste dans les classes subalternes (Mischi, 2017), alors que les enquêtes électorales tendent à indiquer qu'elle gagne aussi les rangs de leurs sympathisants ? Que peut-on observer des formes plurielles de politisation syndicale et de socialisation politique *a priori* paradoxales (Doumenc, 2022) auxquelles peut s'articuler l'engagement syndical ?

## **3 – Le travail comme enjeu de luttes politiques**

Cet appel vise enfin à interroger les conditions dans lesquelles les enjeux du travail - de sa reconnaissance, de sa finalité et de ses effets - peuvent être (re)constitués en enjeux de lutte plus spécifiquement politiques et venir alimenter des mobilisations qui débordent l'espace productif. On pense ici autant à des mobilisations de fractions des classes populaires, comme les « Gilets Jaunes », qu'à des mobilisations d'un salariat de classes moyennes et supérieures, souvent ancrées dans les services publics, tels les collectifs hospitaliers, le mouvement des « stylos rouges » chez les enseignants, les appels ou collectifs « Sauvons la Recherche » ou « Rogues » dans l'enseignement supérieur. Tous ces mouvements émanant d'un salariat inscrit au cœur de l'État mériteraient en particulier d'être interrogés de ce point de vue : en quoi les transformations de leur travail, notamment sous l'effet du *New public management* et des évolutions des relations avec le public viennent-elles créer les conditions d'une possible repolitisation des conflits du travail dans l'espace public ? Plus largement, l'affaiblissement de

la capacité de mobilisation des syndicats dans les lieux de travail favoriserait-il une repolitisation des enjeux de la conflictualité au travail ?

On peut par ailleurs s'interroger sur la manière dont les transformations du champ politique, qu'elles soient liées aux réformes néo-libérales de l'État ou à l'émergence de nouveaux enjeux, autour de la question écologique, des discriminations de genre et de race, impactent les espaces de travail et les luttes qui s'y déploient. Quels acteurs favorisent la pénétration de ces enjeux sur les espaces de travail ? Comment leur diffusion peut-elle contribuer à alimenter les conflits, voire à repolitiser les luttes au travail ? Comment la sphère du travail peut-elle, inversement, opérer comme un vecteur de conversion à ces enjeux de lutte politique et sociale (Sainsaulieu et Surdez, 2012; Romerio, 2022).

À l'inverse, quels sont les obstacles à la politisation des enjeux du travail, y compris lorsqu'ils sont l'objet de tensions et de critiques ? Il s'agirait ici de discuter les travaux de chercheurs selon lesquels l'expérience du travail est de plus en plus "politique", mais "une expérience avortée de la politique" (Ferrerias, 2007). Ainsi, les difficultés pour réaliser un travail de qualité seraient devenues une expérience de masse interpellant l'organisation du travail, mais qui resterait "dépourvue de sujets politiques" (Clot et al., 2021), c'est-à-dire d'acteurs susceptibles de porter collectivement cette critique de l'organisation du travail. Cette approche s'oppose aux travaux qui attestent des difficultés de mise en place de pratiques de démocratie participative au travail (Quijoux, 2018, Wagner, 2022). Elle est aussi à mettre en perspective avec l'analyse des instances représentatives du personnel, des politiques de management ou de la représentation syndicale qui tendent à contribuer ou à faire obstacle à repolitiser les problématiques du travail (Henry, 2021 ; Béréni, 2023) ?

Précisons enfin que cet appel ne se limite pas aux frontières de l'hexagone. Les éclairages ancrés à partir d'autres territoires seront les bienvenus.

Merci d'adresser les propositions d'article (uniquement format Word ou Odt) au plus tard le **19 janvier 2024**, exclusivement à : [nrtravail@gmail.com](mailto:nrtravail@gmail.com)

Les propositions d'articles ne doivent pas dépasser les **45 000 signes** (espaces et bibliographie compris), les métadonnées (noms, résumés et mots clés en français et anglais) figurant dans un fichier à part.

Règles de mise en forme du texte et de la bibliographie indiquées sur <https://journals.openedition.org/nrt/531>

## Références

- ACHIN Catherine, ALDRIN Philippe, BALOGUE Martin (2023), *Le travail du vote. L'habitus profession comme matrice des dispositions politiques. Le cas des moyens et petits-moyens*, à paraître.
- ALLAL Amin & YON Karel (2020). « Citoyennetés industrielles, (in)soumissions ouvrières et formes du lien syndical : pour une sociologie politique des relations de travail », *Critique internationale*, 87, 15-32. <https://doi.org/10.3917/cii.087.0015>
- BEAUMONT Amélie (2018), « Les socialisations politiques au travail dans un hôtel de luxe », *Politix*, 122, 9-31. <https://doi.org/10.3917/pox.122.0007>
- BERENI Laure, (2023), *Le management de la vertu. La diversité en entreprise à New York et à Paris*, Paris, Presses de Science Po.

- BEROUD Sophie (2013), « Perspectives critiques sur la participation dans le monde du travail : éléments de repérage et de discussion », *Participations*, 5, 5-32. <https://doi.org/10.3917/parti.005.0005>
- BLAVIER Pierre, HAUTE Tristan. & PENISSAT Étienne (2020), « Du vote professionnel à la grève: Les inégalités de participation en entreprise », *Revue française de science politique*, 70, 443-467. <https://doi.org/10.3917/rfsp.703.0443>
- BURAWOY M. (1985), *Politics of production. Factory Regimes Under Capitalism and Socialism*, Verso.
- COLLECTIF FOCALE, *Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017*, Éditions du Croquant, 2022.
- COUTROT Thomas (2018), *Libérer le travail. Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer ?* Seuil.
- CLOT Yves, BONNEFOND, Jean-Yves, BONNEMAIN, Alain, ZITTOUN Malika (2021), *Le prix du travail bien fait. La coopération conflictuelle dans les organisations*, La Découverte.
- DOUMENC Saphia (2022), *Sociogenèse de l'engagement syndical en milieu populaire. Une enquête auprès de travailleuses du nettoyage à Lyon et à Marseille*, Thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon2.
- ELIASOPH Nina (2010), *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica.
- FERRERAS Isabelle (2007), *Critique politique du travail*, Presses de Sciences Po.
- HAUTE Tristan (2022), « Le travail et l'emploi, déterminants négligés de l'abstention électorale », dans HAUTE Tristan, TIBERJ Vincent (dir.), *Extinction de vote ?*, PUF.
- HENRY Emmanuel (2021), *La fabrique des non-problèmes*, Paris, Presses de Science Po.
- LAGROYE Jacques (2003), « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Belin.
- LEFEBVRE Rémi , SAWICKI Frédéric (2019), « Pourquoi les enseignants français tournent-ils aujourd'hui le dos à la politique », dans BARRAULT-STELLA Lorenzo, GAÏTI Brigitte, et LEHINGUE Patrick (dir.), *La politique désenchantée. Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Presses Universitaires de Rennes, p. 219-239.
- MISCHI Julian (2017), "Essor du FN et décomposition de la gauche en milieu populaire », dans MAUGER G., PELLETIER W. (dir.), *Les classes populaires et le FN*, Editions du Croquant.
- MOURIAUX René (1985), *Syndicalisme et politique*, Editions Ouvrières.
- PUDAL Roman (2011), « La politique à la caserne. Approche ethnographique des rapports à la politique en milieu populaire », *Politix*, n° 5.
- QUIJOUX, Maxime (2018), *Adieux au patronat. Lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise en coopérative*, le Croquant.
- ROMERIO Alice, *Le travail féministe*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2022.
- RYAN Lorraine , TURNER Thomas (2021), « Does work socialisation matter ? Worker engagement in political activities, attachment to democracy and openness to immigration », *Industrial Relations*, n°52, p. 125-144.
- SAINSAULIEU Ivan, SURDEZ Muriel (dir.) (2012), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches ».
- SIBLOT Yasmine (2020), « En bas à gauche ? Les effets différenciés de la socialisation institutionnelle d'agentes subalternes du public », *Politix* , n°130.
- TURNER Tom, RYAN Lorraine, O'SULLIVAN Michelle (2020), « Does union membership matter ? Political participation, attachment to democracy and generational change », *European Journal of Industrial Relations*, 2020/3, n°26, p. 279-295.
- WAGNER Anne-Catherine (2022), *Coopérer*, éditions CNRS.
- YON Karel (2022) « Politiser le travail ou l'entreprise ? Trois registres de citoyenneté industrielle », *Sociologie du travail*, n° 4.